

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES TRANSPORTS

PAIX - TRAVAIL - PATRIE

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRANSPORTS

001

03 MAR. 2025

Avis de la Demande de Cotation N°...../DC/MINT/CIPM/2025 du
---pour l'Acquisition du matériel de maintenance informatique.

1. Objet de la Demande de Cotation

Le *Maître d'Ouvrage* lance une consultation pour l'Acquisition du matériel de maintenance informatique.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment l'Acquisition du matériel de maintenance informatique.

3. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux soumissionnaires *de droit camerounais*.

4. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le Budget d'investissement Public de l'exercice 2025 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 59.46.100.01.340010.524219

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est *exclusivement en ligne* ;

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures et jours ouvrables au Service des Marchés porte C120, Tel. (237) 222 23 31 73 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.arp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenu au Service des Marchés porte C120, Tel. (237) 222 23 31 73 dès publication du présent avis contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de 25 000 (vingt-cinq mille) francs CFA.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation DC.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 10 000 000 (dix millions) francs CFA.

9. Cautionnement de soumission

Sous peine de rejet, Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, au tarif en vigueur délivré par un organisme ou une institution financière de premier ordre agréés par le Ministère des finances accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par le ODEC et portant la mention manuscrite de l'établissement émetteur d'un montant de 200.000 (deux cent mille) francs CFA valable pendant (trente) 30 jours au-delà de la date de validité des offres qui est de (quatre dix jours)90 jours. Un cautionnement de soumission produit, mais n'ayant aucun rapport avec l'Appel d'Offres concerné est considéré comme non conforme.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

- la soumission en ligne, la cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 27 MAR. 2025 à 13h Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la dénomination de la Demande de Cotation ci-dessus dans les délais impartis.

- Nb Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ; • 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 27 MAR. 2025 à 14h- heures par la Commission interne de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de conférence du bâtiment rond du MINT.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée. Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Demande Cotation. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Demande Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage si:

- Le pli physique de l'originale porte les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Le pli physique de l'originale est parvenu postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréés par le Ministre des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme non conforme. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- a. de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- b. de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- c. des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d. du non-respect de 06 critères essentiels sur 08 ;
- e. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- f. non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;
- g. de la non-conformité aux spécifications techniques de la fourniture ;

- h. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- j. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, SDU) ;
- k. de la non-conformité du modèle de soumission ;
- l. de l'absence de prospectus ;
- m. de la non-conformité du mode de soumission ;
- n. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- o. Absence de l'original de l'Offre, de la clé de sauvegarde et le récépissé de dépôt
- p. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires

porteront à titre indicatif sur :

- + la présentation de l'offre ;
- + les références du soumissionnaire ;
- + le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique), le cas échéant ;
- + la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière) d'un montant de (trois millions) 3.000.000.frs
- + la qualification et l'expérience du personnel
- + les moyens logistiques et matériels
- + la méthodologie d'exécution des prestations
- + le délai et planning d'exécution

NB :

- Le système de notation des offres par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non).

14- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de deux (02) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification administrative, technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations-*pendant 90 jours*) à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

18-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures et jours ouvrables au Service des Marchés porte C120, Tel. (237) 222 23 31 73 en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et

<http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage.

19- les Rabais

Pour être pris en compte, les éventuels rabais consentis doivent être mentionnés en lettres et en chiffres et non manuscrits sur la lettre de soumission.

20-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MO/MD au numéro et de l'ARMP au numéro

Yaounde le, 03 MAR 2025

Copies

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- MINT ;
- Président CIPM ;
- Affichage -chrono (pour information/publication)



[Signature]
NGALLE BIBEHE Jean Ernest Masséna

1. The first part of the document is a list of the names of the persons who were present at the meeting.

2. The second part of the document is a list of the names of the persons who were absent from the meeting.

3. The third part of the document is a list of the names of the persons who were present at the meeting.

4. The fourth part of the document is a list of the names of the persons who were absent from the meeting.

5. The fifth part of the document is a list of the names of the persons who were present at the meeting.

6. The sixth part of the document is a list of the names of the persons who were absent from the meeting.

7. The seventh part of the document is a list of the names of the persons who were present at the meeting.

8. The eighth part of the document is a list of the names of the persons who were absent from the meeting.

9. The ninth part of the document is a list of the names of the persons who were present at the meeting.

10. The tenth part of the document is a list of the names of the persons who were absent from the meeting.

11. The eleventh part of the document is a list of the names of the persons who were present at the meeting.

12. The twelfth part of the document is a list of the names of the persons who were absent from the meeting.

13. The thirteenth part of the document is a list of the names of the persons who were present at the meeting.

14. The fourteenth part of the document is a list of the names of the persons who were absent from the meeting.

15. The fifteenth part of the document is a list of the names of the persons who were present at the meeting.

16. The sixteenth part of the document is a list of the names of the persons who were absent from the meeting.

17. The seventeenth part of the document is a list of the names of the persons who were present at the meeting.

18. The eighteenth part of the document is a list of the names of the persons who were absent from the meeting.

19. The nineteenth part of the document is a list of the names of the persons who were present at the meeting.

20. The twentieth part of the document is a list of the names of the persons who were absent from the meeting.

21. The twenty-first part of the document is a list of the names of the persons who were present at the meeting.

22. The twenty-second part of the document is a list of the names of the persons who were absent from the meeting.

MINISTERE DES TRANSPORTS

MINISTRY OF TRANSPORTS

001

03 MAR 2025

Notice of Request for Quotation No. /DC/MINT/CIPM/2025 of -----
----- for the acquisition and installation of office furniture in the Minister's
office.

1. Subject of the Request for Quotation

The Contracting Authority is launching a consultation for the purchase of office furniture for the Minister's cabinet.

2. Scope of services

The services notably comprise the purchase of office furniture for the Cabinet.

3. Participation and origin

Participation in this Request for Quotation is open to bidders under Cameroonian law.

4. Financing

The services covered by this Request for Quotation are financed by the Public Investment Budget for the financial year 2025, on budget No. 59.46.158.01.340010524118.

5. Submission Mode

The submission method chosen for this Request for Quotation is exclusively online;

6. Consultation of the Request for Quotation file

The physical file can be consulted free of charge at the Contracting Authority's offices during work hours and days, specifically at the Contracts Department, door C120, Tel. (237) 222 23 31 73 upon publication of the present notice.

The file can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm) or by any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority (to be specified).

7. Obtaining the Request for Quotation file

The physical version of the file may be obtained from the Contracts Department at door C120, Tel (237) 222 23 31 73 upon publication of the present notice against presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of 25,000 (twenty-five thousand) CFA francs.

8. Estimated cost

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is 10 (ten) million F CFA

9. Tender bond

To avoid rejection, each bidder must enclose with his administrative documents, a bid bond stamped at the current rate issued by a first class financial establishment or financial institution approved by the Ministry in charge of Finance accompanied by a deposit receipt issued by the *Deposit and Consignment Fund (CDEC)* and bearing the handwritten mention of the issuing establishment in the amount of two hundred thousand (200. 000)francs CFA Valid for thirty (30) days beyond the date of validity of the bids which is ninety (90) days.

A bid bond produced but having no connection with the invitation to tender concerned shall be considered invalid. A tender security submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Submission of quotations

Each quotation must be written in French or English.

- As the bid submission is online, the quotation must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **27 MAR. 2025** at 13:00. A back-up copy of the bid saved on a USB key or CD/DVD, the physical original of the bid and the online submission receipt must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication 'back-up copy' for the back-up copy, in addition to the above mention within the time limit set to the Procurement Department.

- Nb File size and format

Bid submission being online, the maximum sizes of the documents through the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer
- 5 MB for the Financial Offer.
- The following formats are accepted:
- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Applicants must use compression software to reduce the size of the files to be transmitted].

11. Opening of bids

Bids will be opened during a single session **27 MAR. 2025** at 2 p.m. by the Contracting Authority's internal Tender Board in the conference room of the round building.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice.

To avoid rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Rules for the Request for Quotation. They must be less than three (03) months old or have been drawn up after the date of signature of the notice of Request for Quotation.

In the case of a missing document in the administrative file or file which fails to comply with the specifications during bid opening, after a period of 48 hours allowed by the board, the bid will be rejected.

12. Admissibility of quotations

The administrative documents, the technical quotation and the financial quotation will be inadmissible by the Contracting Authority if:

- The original physical envelope bears indications as to the identity of the bidder;
- The original physical envelope was received after the deadline for submission;
- Envelopes that do not comply with the submission method.
- Envelopes without any indication of the identity of the tenderer;

Any bid that is incomplete in accordance with the provisions of the quotation file will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the model documents in the quotation file will result in the outright rejection of the quotation without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned will be considered absent. A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

13. Assessment criteria

13.1-Eliminatory criteria

These include

- a. failure to produce, within 48 hours of the opening of the bids, any document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing other than the bid bond;
- b. the absence or non-conformity of the bid bond;
- c. false declarations, fraudulent practices or falsification of documents;
- d. Failure to comply with six (06) of the eight (08) essential criteria;
- e. the absence of a declaration on honour that the service has not been abandoned in the last three years;
- f. Non-compliance with the format of the tender file in the case of on-line submission;
- g. non-compliance with the technical specifications of the supply;
- h. the absence of a quantified unit price in the quotation;
- i. the absence of an element of the financial offer (the tender, the BPU, the DQE);
- j. non-conformity of the tender model;
- k. the absence of a prospectus;
- l. non-conformity of the method of submission;
- m. the absence of the dated and signed integrity charter;

- n. the absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses; p. the absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- o. the absence of the original tender, the online submission receipt and the back-up copy event of a malfunction of the COLEPS platform
- p. Non-compliance with the staff profile.

13.2-Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will relate, by way of indication, to:

- the presentation of the bid;
- the bidder's references;
- after-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff), where applicable;
- financial capacity in the amount of three (03) million (access to a line of credit or other financial resources, turnover, proof of financial solvency)
- staff qualifications and experience
- logistical and material resources
- execution methodology
- the execution schedule and deadline.

NB: - The system of scoring bids by awarding points is outlawed in favour of the binary mode (yes or no).

14- Estimated time for completion

The maximum period envisaged by the project owner for carrying out the services covered by this Request for Quotation is two (02) months. This period runs from the date of notification of the service order to begin the services.

16- Award

The project owner will award the order letter to the bidder who has submitted a bid that meets the required administrative, technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts.

17-Duration of validity of the Quotations

Tenderers remain bound by their Quotations for 90 days from the deadline set for the submission of Quotations.

18-Further information

Additional information may be obtained during working hours and on working days from the Contracts Department, door C120, Tel (237) 222 23 31 78 online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

19. DISCOUNTS: in order to be taken into account, any discounts granted must be stated in words and figures and not handwritten.

20- Combatting corruption and malpractice

If you wish to report any practices, facts or acts, attempts at corruption or acts of malpractice, please call CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) by SMS or telephone on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the Anti-Corruption Unit of the MO/MD on and the ARMP Yaounde on the,

Copies

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP)
- ARMP
- mint ;
- Président CIPM ;
- Noticeboard -chronop (for information/publication)



NGALLE BIBEHE Jean Ernest Masséna

20

594